

Commission : Affaires politiques internationales

Thème : La pénurie des ressources naturelles, source principale des conflits futurs ?

Auteur : Cuba

Depuis 1990, non moins de dix-huit conflits violents ont été alimentés par l'exploitation des ressources naturelles. Si l'on considère ces soixante dernières années, quarante pour cent au moins des conflits internes ont eu un lien avec des ressources naturelles selon PNUE (United Nations Environment Programme). Dû à l'augmentation constante de la demande en ressources naturelles, induite par l'accroissement démographique mondiale de la population, la question de la gestion des conflits liés à la pénurie des ressources naturelles, il est à envisager une quasi-certaine intensification des conflits au cours des prochaines décennies.

Des guerres civiles comme celles du Libéria, de l'Angola et de la République démocratique du Congo ont eu pour enjeu des ressources de « grande valeur », telles que le bois, les diamants, l'or, les minéraux et le pétrole. Ces conflits peuvent être expliqués par plusieurs raisons : les tentatives visant à contrôler les ressources naturelles ou les contestations suscitées tant par la répartition inéquitable des richesses que par la dégradation de l'environnement peuvent contribuer à attiser la violence. Qu'il existe ou non une relation de cause à effet entre le déclenchement des conflits et les ressources naturelles, celles-ci peuvent contribuer à entretenir et à alimenter la violence. Les ressources de « grande valeur » peuvent notamment être utilisées pour générer des revenus servant à financer les forces armées et à acquérir des armes. S'emparer de ces ressources devient alors un objectif stratégique pour les campagnes militaires, ce qui prolonge leur durée.

Intégrer l'environnement et les ressources naturelles dans la consolidation de la paix n'est donc plus une option, mais un impératif pour la sécurité. La Commission de consolidation de la paix des Nations Unies (PNUE) constitue une excellente occasion de traiter des risques environnementaux de manière plus systématique et plus efficace, afin de pouvoir mieux divulguer et consolider la paix dans le monde. Carolyn McAskie, l'ancienne Sous-Secrétaire générale des Nations Unies, l'a clairement reconnu en 2007 lorsqu'elle a déclaré *«Là où l'exploitation des ressources a alimenté la guerre, ou a fait obstacle à la paix, le renforcement de la capacité des administrations de contrôler les ressources naturelles est un élément essentiel de la consolidation de la paix»*. Il est donc essentiel, dans le cadre de la consolidation de la paix, de gérer les causes et conséquences environnementaux des conflits et d'utiliser les richesses naturelles de façon durable afin de renforcer la stabilité et le développement à long terme. Il ne pourrait en effet y avoir de paix durable si les ressources naturelles qui assurent la durabilité des moyens de subsistance et des services écosystémiques sont endommagées, dégradées ou détruites.

Cuba dispose d'importantes ressources en hydrocarbures, exploitées principalement dans la province de Matanzas et dans le bassin du golfe de Mexique (offshore). Outre ces réserves, le gouvernement cubain entretient des liens étroits avec le Venezuela, qui lui fournit du pétrole à des tarifs préférentiels. Actuellement, 95.5 % de la population cubaine accède à l'eau potable, aussi bien dans le secteur urbain que rural. Comme 150 autres pays, Cuba a signé en 2000 la Charte de la Terre dans l'espérance de construire un monde durable, juste et auto-suffisant.

Le 28 mars 2013 à la Havane, la représentante à Cuba du PNUE, Bárbara Pesce-Monteiro, a relevé l'existence dans notre pays d'une volonté politique pour avancer vers un modèle économique et social durable pouvant harmoniser le bien-être des personnes avec la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. En effet, notre pays, la plus grande île des archipels antillais, a entamé il y a deux ans sa "révolution énergétique". Fortement marquée par son héritage communiste, ses dirigeants souhaitent désormais bâtir un modèle de développement alternatif en s'appuyant sur les énergies renouvelables et en réduisant leur dépendance à l'égard de puissances

étrangères. Cuba est maintenant reconnu par les organismes internationaux pour son effort notable, sur la question de la gestion de l'électricité, issue d'énergies renouvelables, préservant l'environnement sur l'ensemble de l'archipel. Pour Diego Masera, chef de l'unité des Énergies Renouvelables et rurales de l'ONUDI, Cuba a une politique avancée dans ce domaine et sert de référence aux autres pays.